

L'hon. M. PEARSON: Vous avez là une question dont la réponse est difficile pour moi et pour n'importe qui. Après tout, le Canada n'est qu'un membre de cette coalition, et il est loin d'en être le plus fort ou le plus important. La guerre psychologique, qui est un aspect important du conflit dans lequel nous sommes malheureusement engagés, tombe sous la responsabilité principale des membres les plus importants de la coalition. Je pense aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la France. Ils collaborent dans cette sorte de guerre. Je n'aime pas employer le mot "guerre" pour désigner l'effort que font ces nations pour porter la vérité aux peuples qui vivent au delà du rideau de fer. On a recours à divers moyens, surtout à la radio, naturellement. Il importe que ces activités soient coordonnées de manière à ce que nous disions tous les mêmes choses, ou du moins, que nous suivions les mêmes principes. Notre pays joue son rôle grâce au Service international de Radio-Canada. Nous restons en communications très étroites avec la *Voice of America* et le service d'émissions sur ondes courtes de la B.B.C., afin que nous ne nous contredisions pas et pour que nos différentes initiatives s'enchâssent dans un plan général de propagande. Vous aurez l'occasion, monsieur le président, de discuter le Service international de Radio-Canada en détail, car je crois que ses dirigeants viendront témoigner devant votre Comité.

Pour ce qui est de l'autre question, c'est une affaire très délicate dans un temps de guerre froide, que de mener une guerre psychologique par l'entremise d'une coalition d'États libres. Je faisais justement allusion à cette difficulté, l'autre soir à la Chambre, quand j'ai cité un commentateur qui disait que nous nous contredisions en plusieurs points et qu'il ne pouvait en être autrement, parce que chaque pays possède son propre service international. Il ajoutait que, selon toute évidence, la confusion règne même dans nos esprits et que c'est une façon d'embrouiller l'ennemi!

M. MACDOUGALL: Non seulement de l'embrouiller, mais de le confondre!

L'hon. M. PEARSON: Il existe une autre difficulté: il faut éviter que notre propagande psychologique parmi le grand nombre de gens tenus en esclavage derrière le rideau de fer, suscite des espoirs qui ne peuvent immédiatement se réaliser. Cela inquiète nombre de gens. On parle beaucoup de libération. Ce que nous voulons, c'est d'encourager ceux qui, bien que vivant derrière le rideau de fer, sont aussi anticommunistes que nous, probablement plus que nous parce qu'ils vivent sous un régime communiste, et de leur laisser savoir qu'ils ne sont pas oubliés et que nous voulons essayer de leur aider. Par contre, si nous les encourageons au point qu'ils en viennent à s'attendre à une libération par la force, voilà qui est très dangereux.

Pendant la dernière guerre, quand les gens opprimés par les Nazis écoutaient clandestinement, dans les caves et les abris, les émissions alliées et se réunissaient pour entendre la voix de la B.B.C., il était possible de leur tenir ce langage, parce que nous combattons alors vraiment par la force pour les libérer et parce qu'ils savaient qu'un jour viendrait où ils pourraient écouter la radio en toute liberté. Mais si aujourd'hui, nous déclarions la même chose aux peuples sous la férule communiste, nous leur ferions peut-être plus de tort que de bien parce que cela provoquerait, de la part de leurs oppresseurs, encore plus de représailles et d'oppression.

M. GRAYDON: Puisque nous parlons de moyens de propagande, pouvez-vous nous dire ce que nous déclarons et ce que nous offrons à ces peuples, par la voix du Service international? Ce service et ses émissions relèvent-ils de votre ministère? Ou relèvent-ils de M. McCann, ou du premier ministre, ou de tous à la fois?

L'hon. M. PEARSON: Comme vous savez, ce service fait partie de Radio-Canada qui relève, non pas du ministère des Affaires extérieures, mais du ministère du Revenu national.